

SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT
Rég. SC

ARRÊTÉ

N° 5 du 19 janvier 1998

**portant modification de titulaire de l'autorisation
d'exploitation de carrière à MENERBES**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.**

- VU le code minier et notamment son article 107 ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;
- VU la loi n° 93-4 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 69 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 882 du 7 mars 1990 autorisant l'exploitation d'une carrière à MENERBES par la Société PIERRES DU LUBERON ;
- VU la demande de changement d'exploitant, déposée le 15 octobre 1997 par la Société CARRIERES DU LUBERON ;
- VU les rapport et propositions de l'Inspecteur des installations classées en date du 06 novembre 1997 ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 2 décembre 1997 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1128 du 3 juin 1997 portant délégation de signature à M. Raymond CERVELLE, Sous-Préfet d'APT ;
- SUR proposition de M. le Sous-Préfet d'APT,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

L'autorisation de changement d'exploitant au profit de la Société CARRIERES DU LUBERON dont le siège est à COUSTELLET - 84220 GORDES est accordée.

La Société précitée se substitue à la Société PIERRES DU LUBERON pour l'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 882 du 7 mars 1990 portant autorisation d'étendre et de poursuivre l'exploitation d'une carrière à MENERBES.

ARTICLE 2 :

Les dispositions des articles 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 1990 précité, sont rapportées.

ARTICLE 3 :

L'exploitation sera conduite et les terrains exploités seront réaménagés conformément aux dispositions et mesures particulières fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Les travaux seront conduits sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables, et particulièrement :

- de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et de leur installation de premier traitement des matériaux ;
- du code minier (article 107 pour ce qui concerne la sécurité, la salubrité du personnel et la police) et notamment du décret de police n° 80.330 du 7 mai 1980, du décret 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives, du décret n° 73.404 du 26 mars 1973 portant réglementation de la sécurité des convoyeurs dans les mines et les carrières, du décret n° 55.318 du 22 mars 1955 portant réglementation de la sécurité des silos et trémies dans les carrières.

AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES.

ARTICLE 5 - INFORMATION DU PUBLIC :

L'exploitant doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux en caractères apparents indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 6 - BORNAGE :

L'exploitant est tenu de placer les bornes nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 7 - ACCES ET SORTIE DE LA CARRIERE :

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 8

L'exploitant devra réaliser les aménagements préliminaires prévus aux articles 5, 6 et 7 du présent arrêté, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 9 - AMENAGEMENTS DIVERS :

Le décapage des terrains, et si nécessaire le défrichement, devront être réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Lors du décapage et des travaux d'extraction, l'exploitant est tenu d'informer le service chargé du patrimoine archéologique en cas de découverte dans ce domaine.

ARTICLE 10 - FIN D'EXPLOITATION :

L'exploitant adresse, au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation comprenant les informations prévues par l'article 34-1-III du décret n° 77-1133 du 21/09/77 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19/07/76 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 11 - REMISE EN ETAT :

En fin d'exploitation, tous les produits polluants et déchets doivent être éliminés et valorisés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état du site doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation, et être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état doit être réalisée conformément aux dispositions prévues dans la demande d'autorisation de changement d'exploitant de septembre 1997.

Le réaménagement comportera notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts d'extraction,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site (zone naturelle).

L'exploitant respectera les dispositions des plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

La remise en état sera achevée à l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 mars 1990 précité.

La remise en état de la carrière est strictement coordonnée à l'exploitation selon les plans d'exploitation et de remise en état annexés au présent arrêté.

Compte tenu de l'incertitude sur la quantité de déchets rencontrés lors de l'exploitation (de 30 à 70 %) deux hypothèses d'exploitation et de réaménagement sont autorisées.

Le remblayage de la carrière sera réalisé exclusivement avec les matériaux non valorisables issus de l'exploitation (carrière et taillerie).

Il n'y aura pas d'apport de matériaux extérieurs, autres que les déchets de pierres, à l'exception éventuellement de la terre végétale.

Le réaménagement des parcelles 175, 176, 177 et 178 sera réalisé avant le 14 juin 1999, conformément au plan n° 1 annexé au présent arrêté "Détail des travaux de réaménagement jusqu'au 14 juin 1999".

ARTICLE 12 - GARANTIES FINANCIERES :

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Les plans d'exploitation et de remise en état annexés, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes à compter du 14 juin 1999, est le suivant :

de	0 à 5 ans :	319.590 F. T.T.C.
	5 à 10 ans :	452.250 F. T.T.C.
	10 à 15 ans :	387.728 F. T.T.C.
	15 à 20 ans :	229.140 F. T.T.C.

L'exploitant adresse au Préfet, avant le 14 juin 1999, le document attestant la constitution des garanties financières.

L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

1) Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

- Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé avant le terme des cinq ans.

- Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
- Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, au terme de chaque période de cinq ans prévue au dernier alinéa de l'article 11 du présent arrêté, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification des garanties financières sur les prochaines périodes de cinq ans. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant l'échéance en cours de cinq ans.

2) L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23c) de la loi du 19 juillet 1976.

3) Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

SECURITE DU PUBLIC

ARTICLE 13 - INTERDICTION D'ACCES :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

ARTICLE 14 - DISTANCES LIMITES ET ZONE DE PROTECTION :

Les bords des excavations de la carrière doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.

PLAN

ARTICLE 15 :

Le plan de la carrière doit être établi et mis à jour au moins une fois par an ; sur ce plan doivent être reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état.

PREVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS GENERALES :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

ARTICLE 17 - POLLUTION DES EAUX :

17.1 - Prévention des pollutions accidentelles

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1.000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1.000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

17.2 - Rejets d'eaux dans le milieu naturel

17.2.1 - Eaux de procédé des installations

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

17.2.2. - Eaux rejetées

Tout rejet éventuel d'eaux dans le milieu naturel doit respecter les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90114).

Ces valeurs limites doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs-limites.

ARTICLE 18 - POLLUTION DE L'AIR :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées.

ARTICLE 19 - INCENDIE :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel sera sensibilisé au risque lié au feu de forêt, notamment en période de risque sévère.

ARTICLE 20 - DECHETS :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

ARTICLE 21 - BRUITS ET VIBRATIONS :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

21.1. - Bruits

Les bruits émis par la carrière et ses installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En limite de la zone d'exploitation autorisée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser sont fixés dans le tableau suivant (application de l'arrêté du 20 août 1985) :

ZONES	PERIODES	NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN DECIBELS dB(A)
LIMITE DE PROPRIÉTÉ	<u>Jour</u> : - de 7 h à 20 h - jours ouvrables	65 dB(A)
	<u>Période intermédiaire</u> : - de 6 h à 7 h : jours ouvrables - de 20 h à 22 h : jours ouvrables - de 6 h à 22 h : dimanches et jours fériés	60 dB(A)
	<u>Nuit</u> : - de 22 h à 6 h	55 dB(A)

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LAeqT. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent, incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation, moins de 5 ans avant la date de publication du présent arrêté doivent, dans un délai de 3 ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69-380 du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

21.2. - Vibrations

Les dispositions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées doivent être respectées.

ARTICLE 22 - RAPPORT ANNUEL DE L'EXPLOITANT :

L'exploitant devra adresser à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, avant le 1er avril de chaque année, un rapport sur les travaux effectués et la production obtenue au cours de l'année écoulée, sur le réaménagement réalisé et les prévisions de l'année en cours au regard des mesures prescrites ; le plan demandé à l'article 15 devra être mis à jour et annexé à ce rapport.

ARTICLE 23 - SANCTIONS :

Toute infraction aux présentes prescriptions, notamment celles relatives aux conditions de remise en état, constitue après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 - II premier alinéa de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 24 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue sur le carreau de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 25 :

Une ampliation du présent arrêté devra être conservée à la mairie de Ménerbes pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

ARTICLE 26 :

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de Ménerbes pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la sous-préfecture d'Apt par le maire concerné. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'installation.

ARTICLE 27 :

Un avis sera inséré, par les soins du Sous-Préfet d'Apt, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 28 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 29 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, le Maire de Ménerbes, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'exploitant par les soins de M. le Maire de Ménerbes.

P.J. :

- * Plan N° 1 - Détail des travaux de réaménagement jusqu'au 14/06/99.
- * Plans d'exploitation :
 - Plan N° 2 - Etat à 5 ans,
 - Plan N° 3 - Etat à 10 ans,
 - Plan N° 4 - Etat à 15 ans,
 - Plan N° 5 - Etat à 20 ans.
- * Plan N° 6 - Réaménagement final.

APT, le 19 janvier 1998

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,

signé
Raymond CERVELLE

Pour ampliation,
Le Secrétaire en Chef,



Patrick MIRE



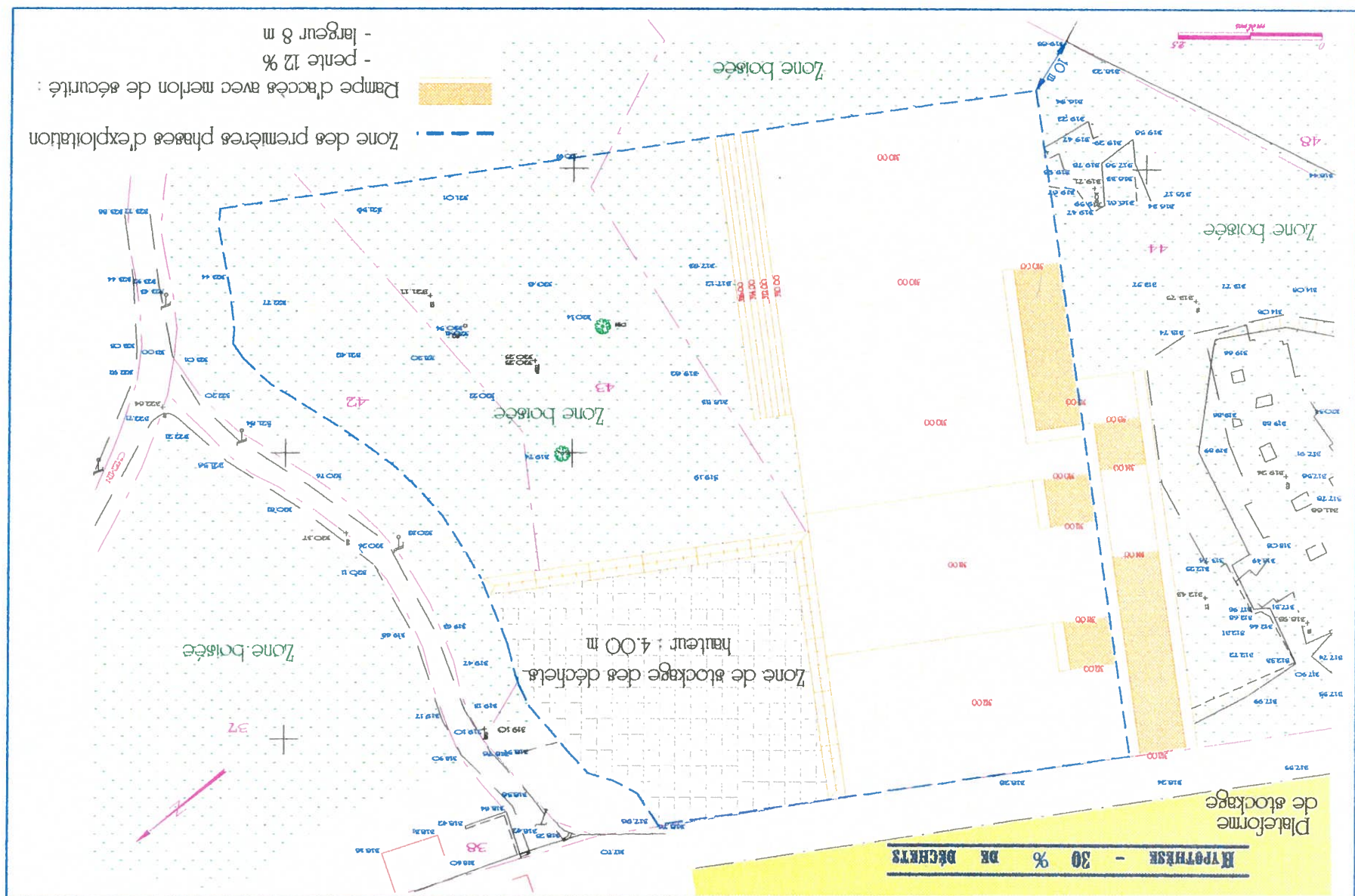
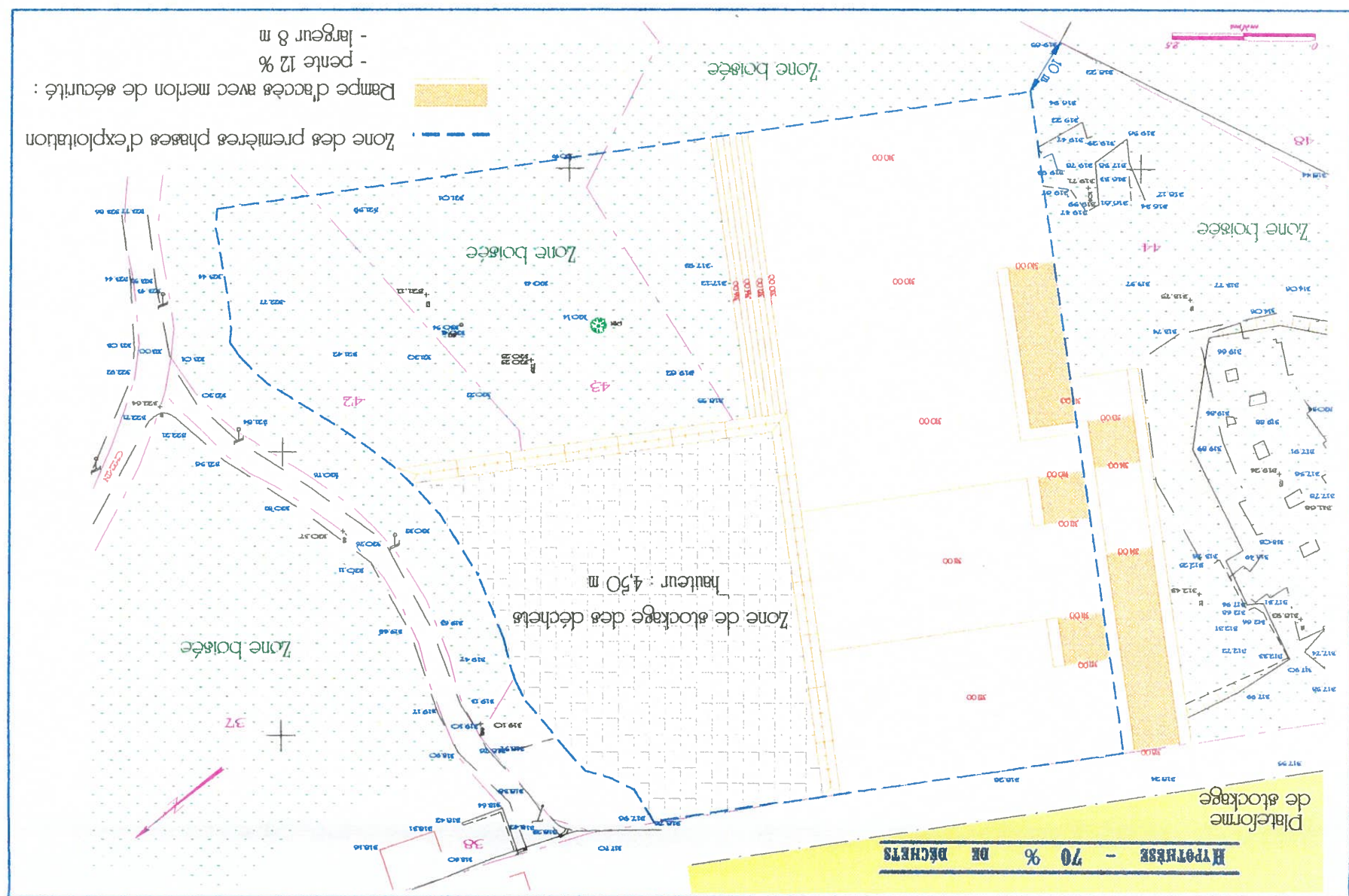
PLAN NO 1

Etchelle: 1/600ème

- Nº ref: C 03 f 01 D



TEL 04 90 71 72 15 - FAX 04 90 78 05 76

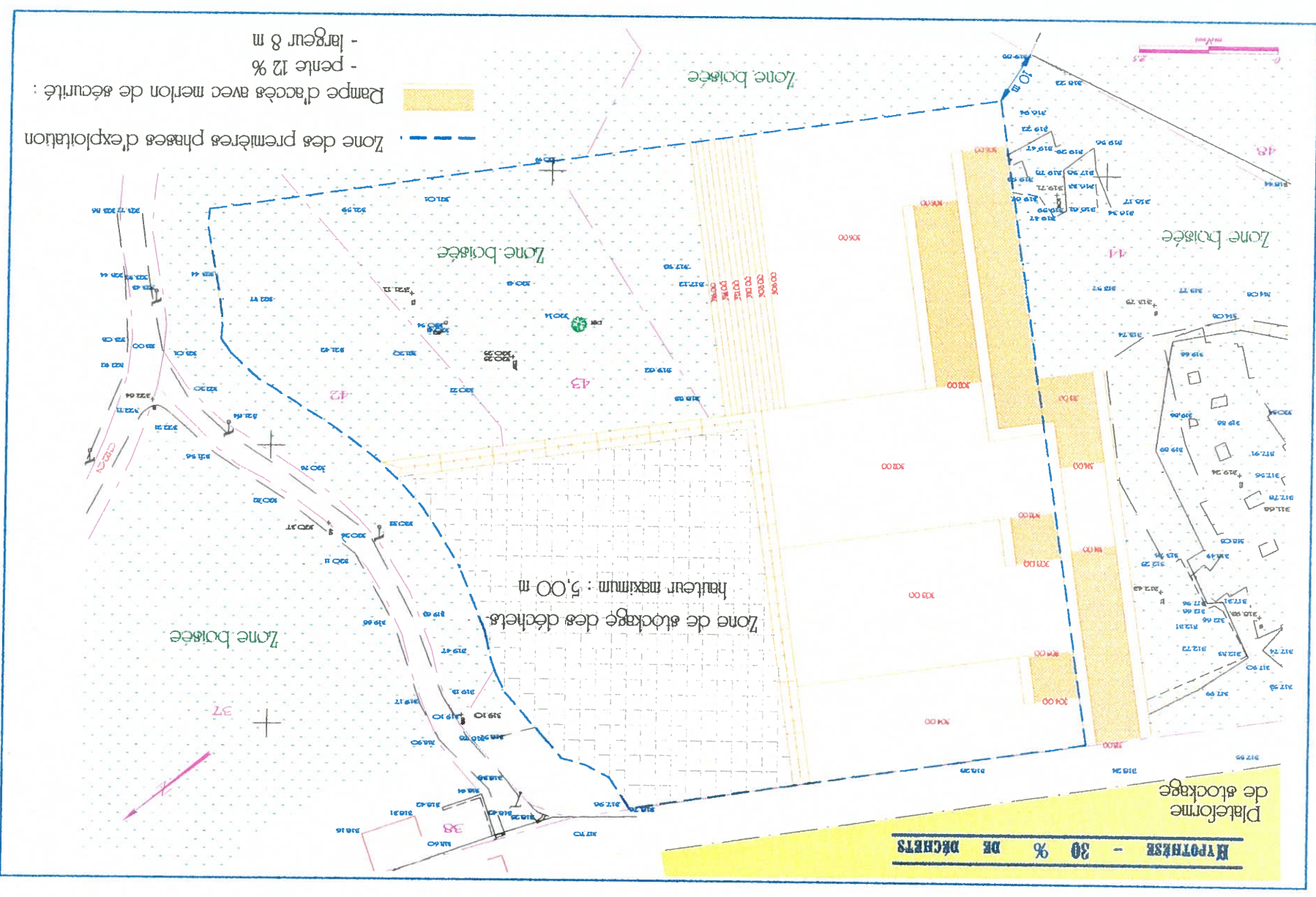
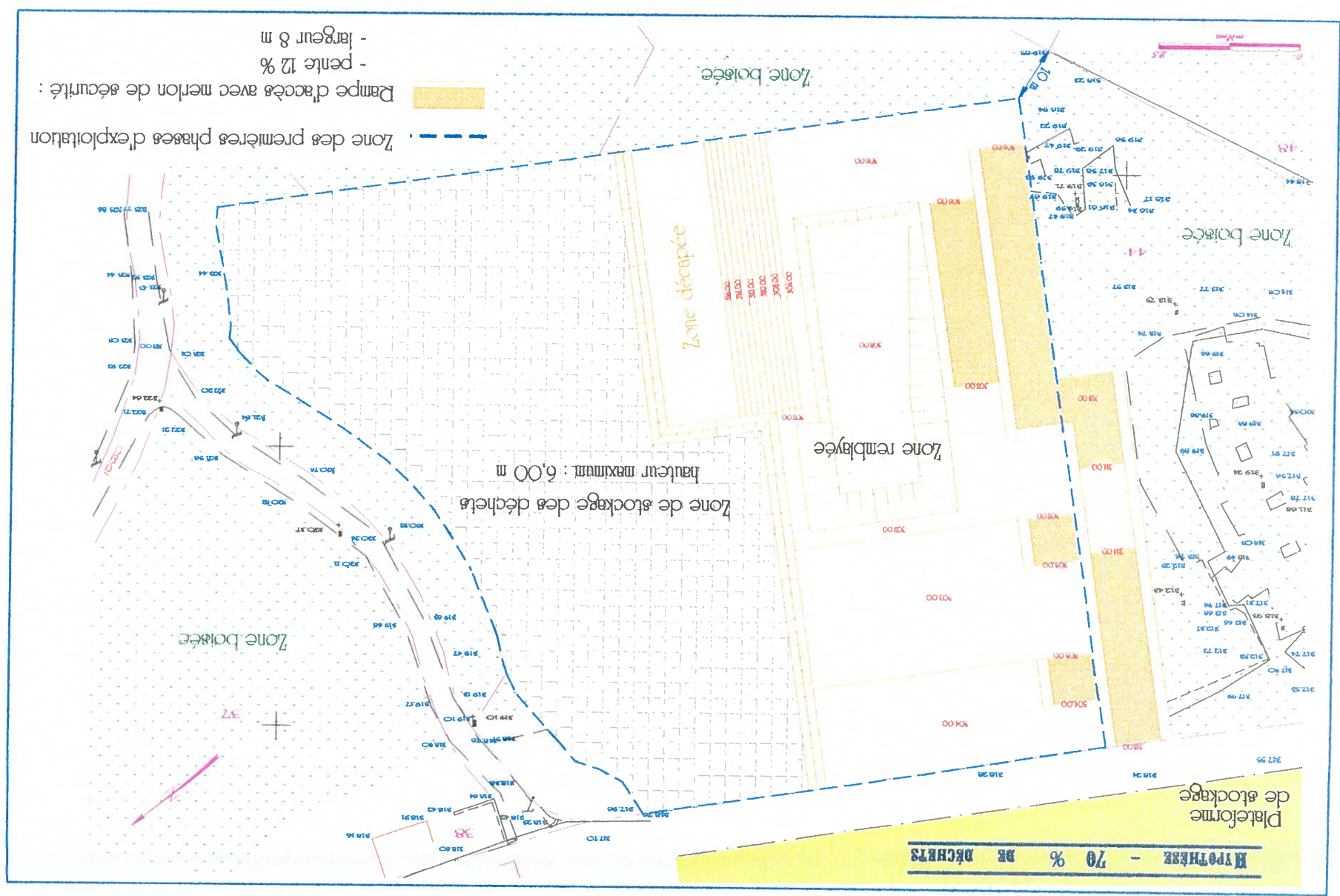
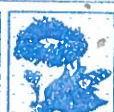


Echelle : 1/1000

ETAT A 5 ANS DE LA CARRIERE

N° réf : C03102D

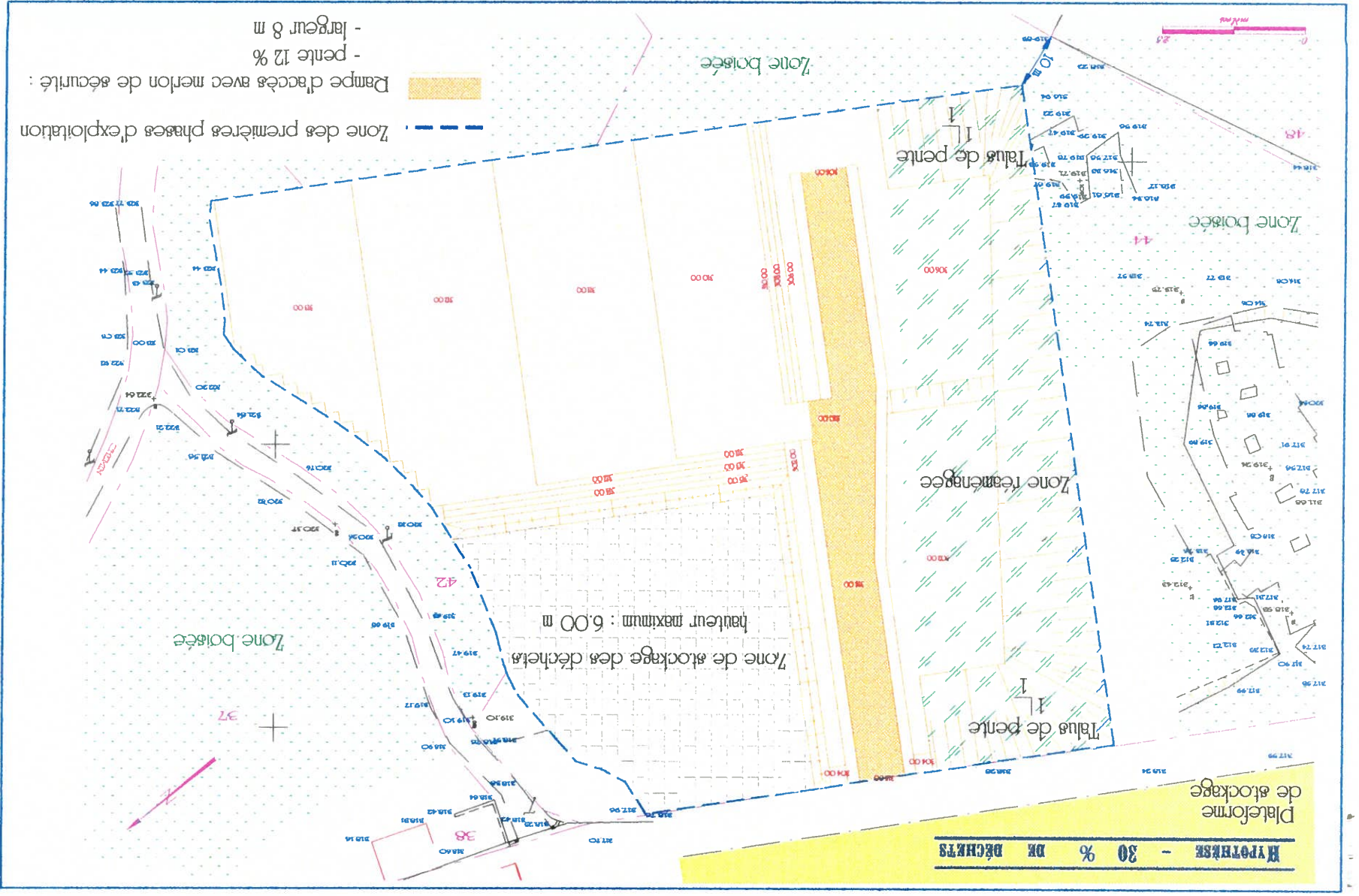
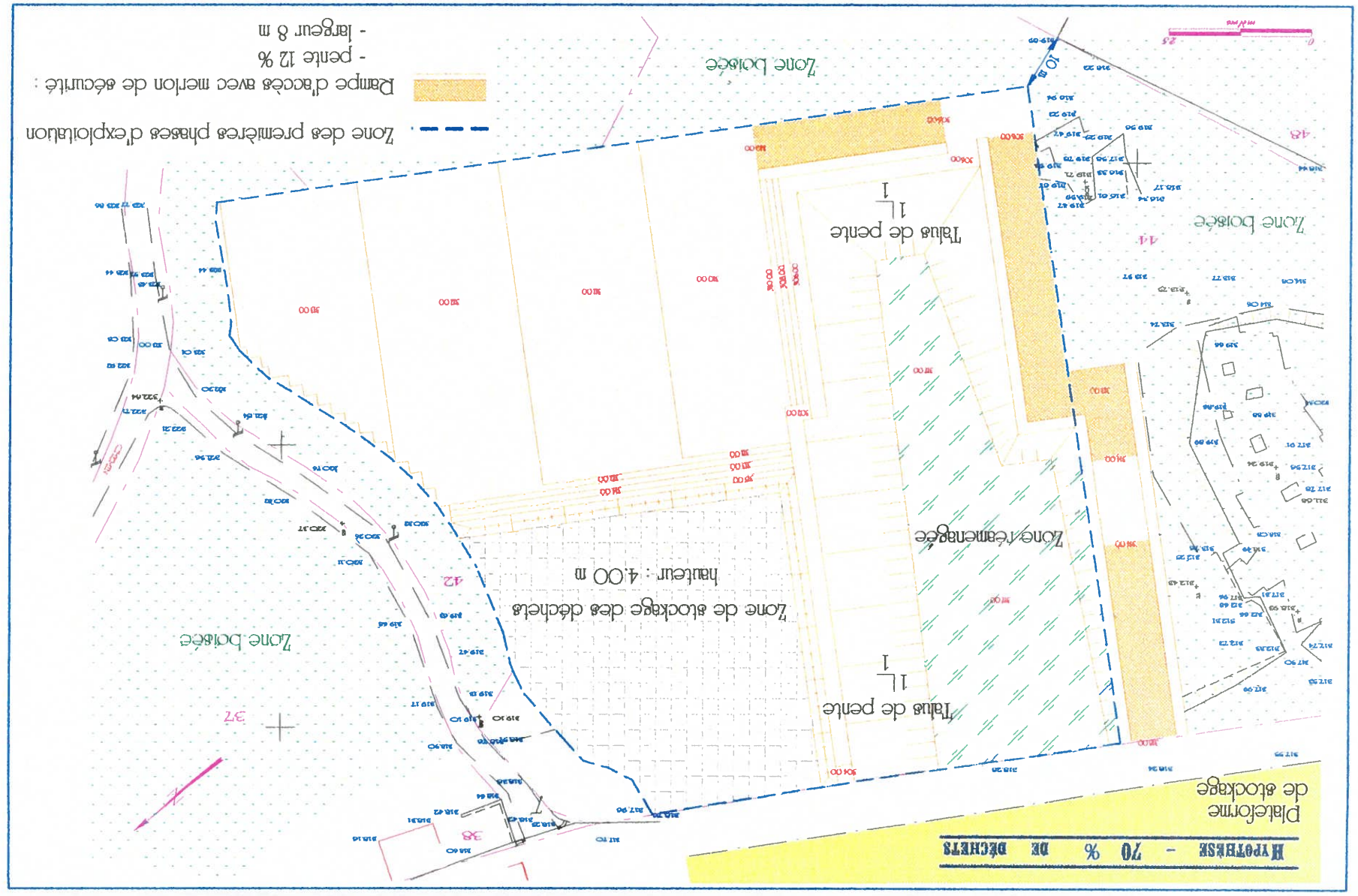
1 CHN N° 2



Echelle : 1/1000

ETAT A 10 ANS DE LA CARRIÈRE

N° ref : C03R03D

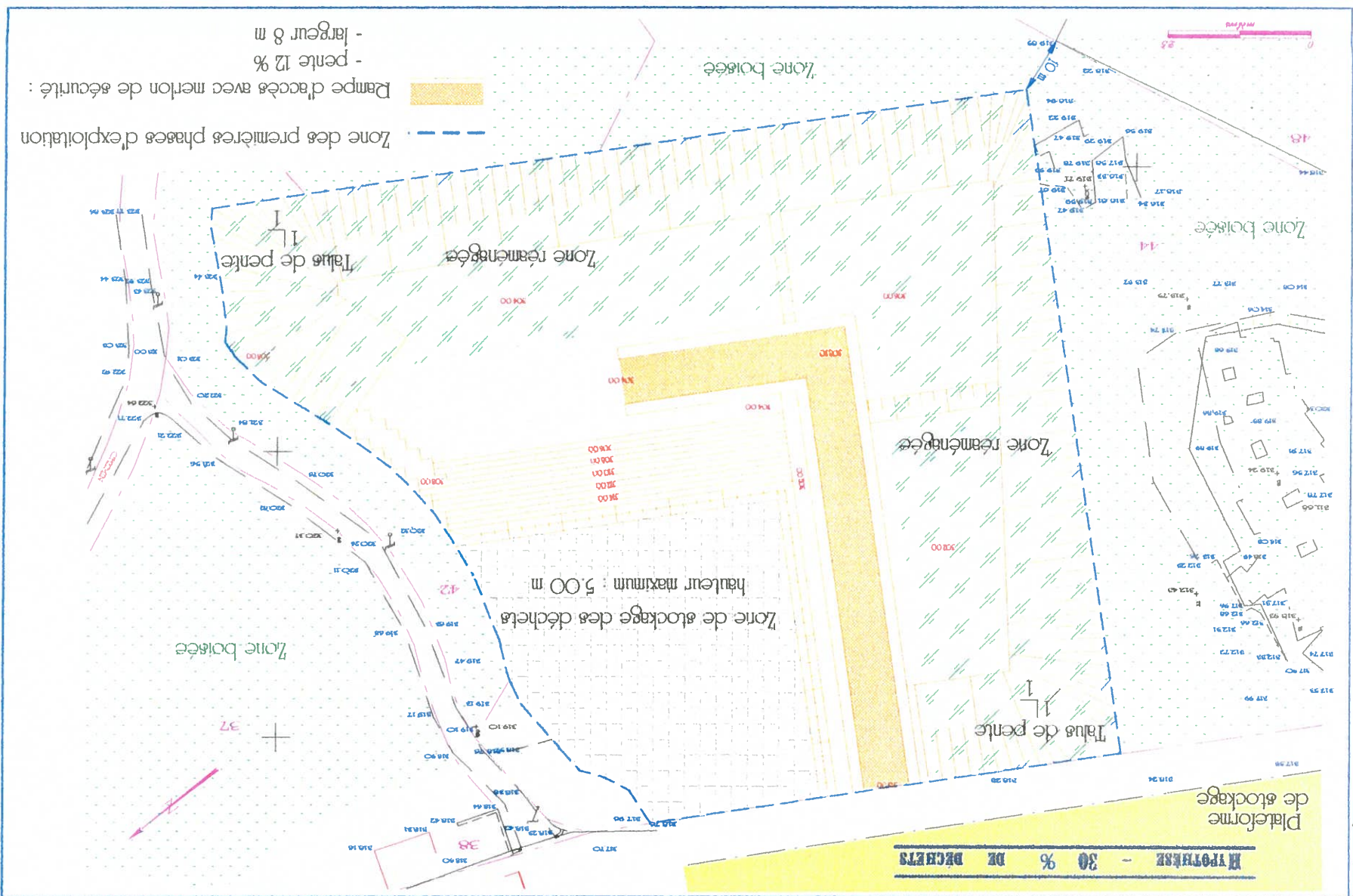
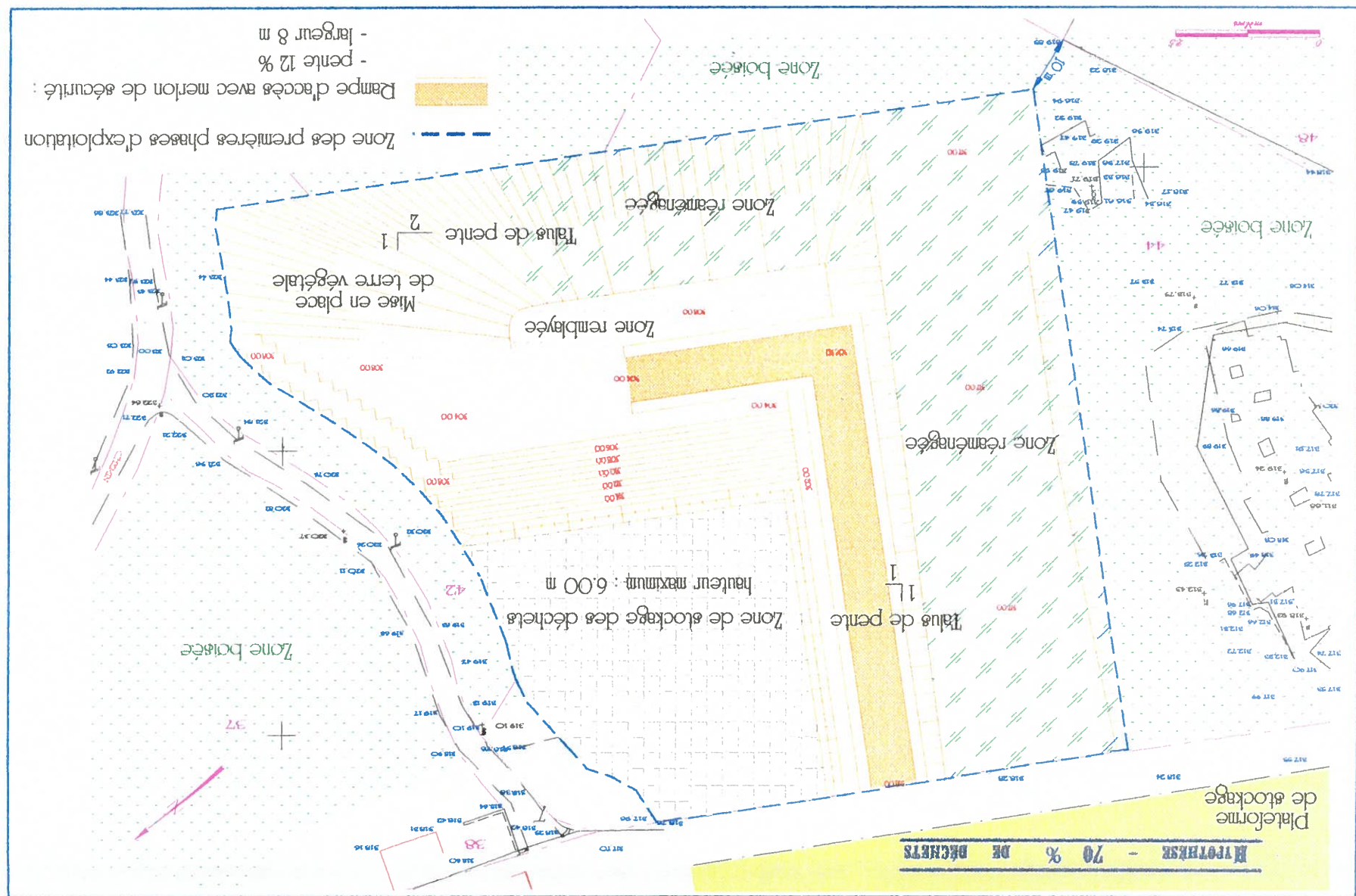


ÉTAT À 15 ANS DE LA CARRIÈRE

Échelle : 1/1000

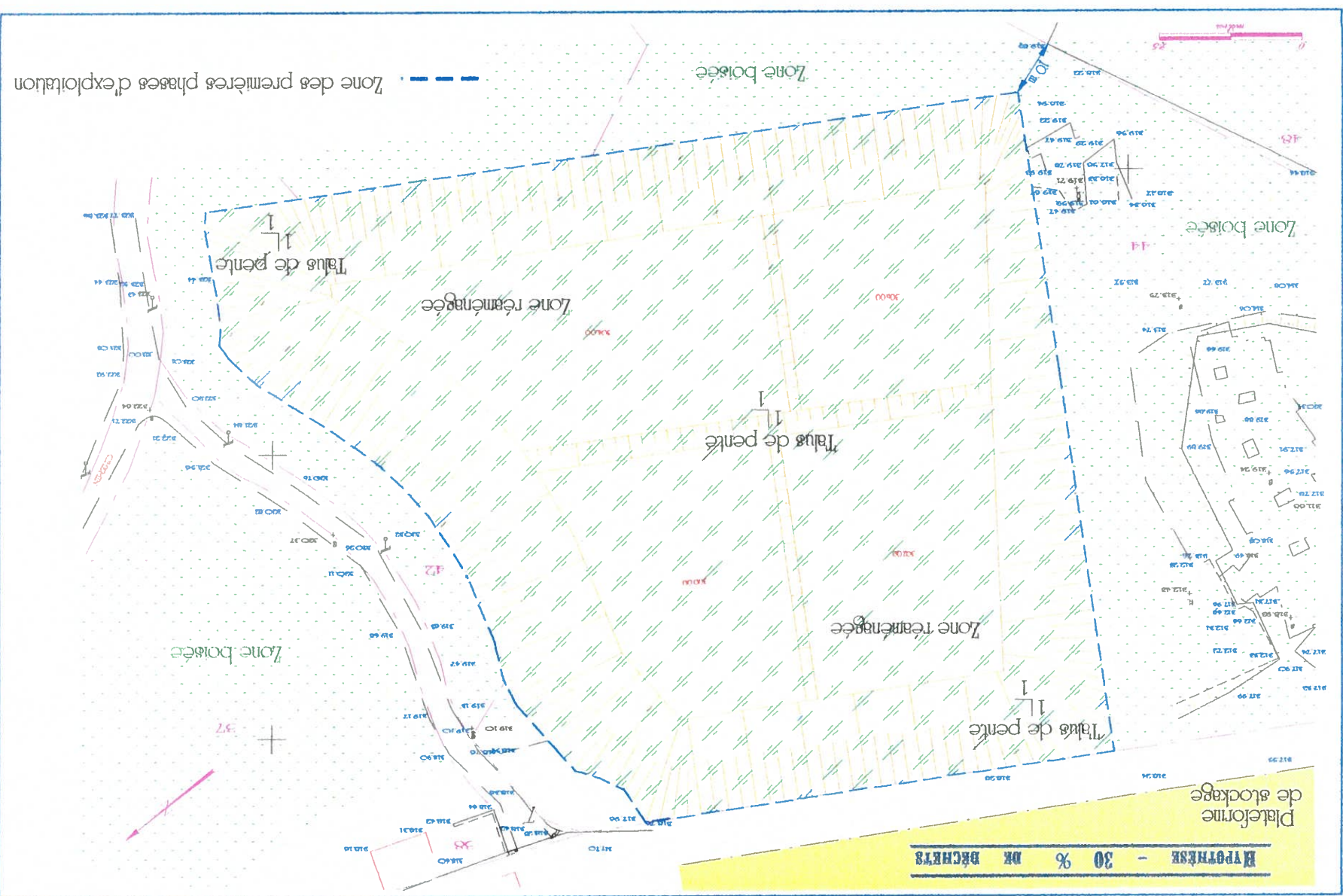
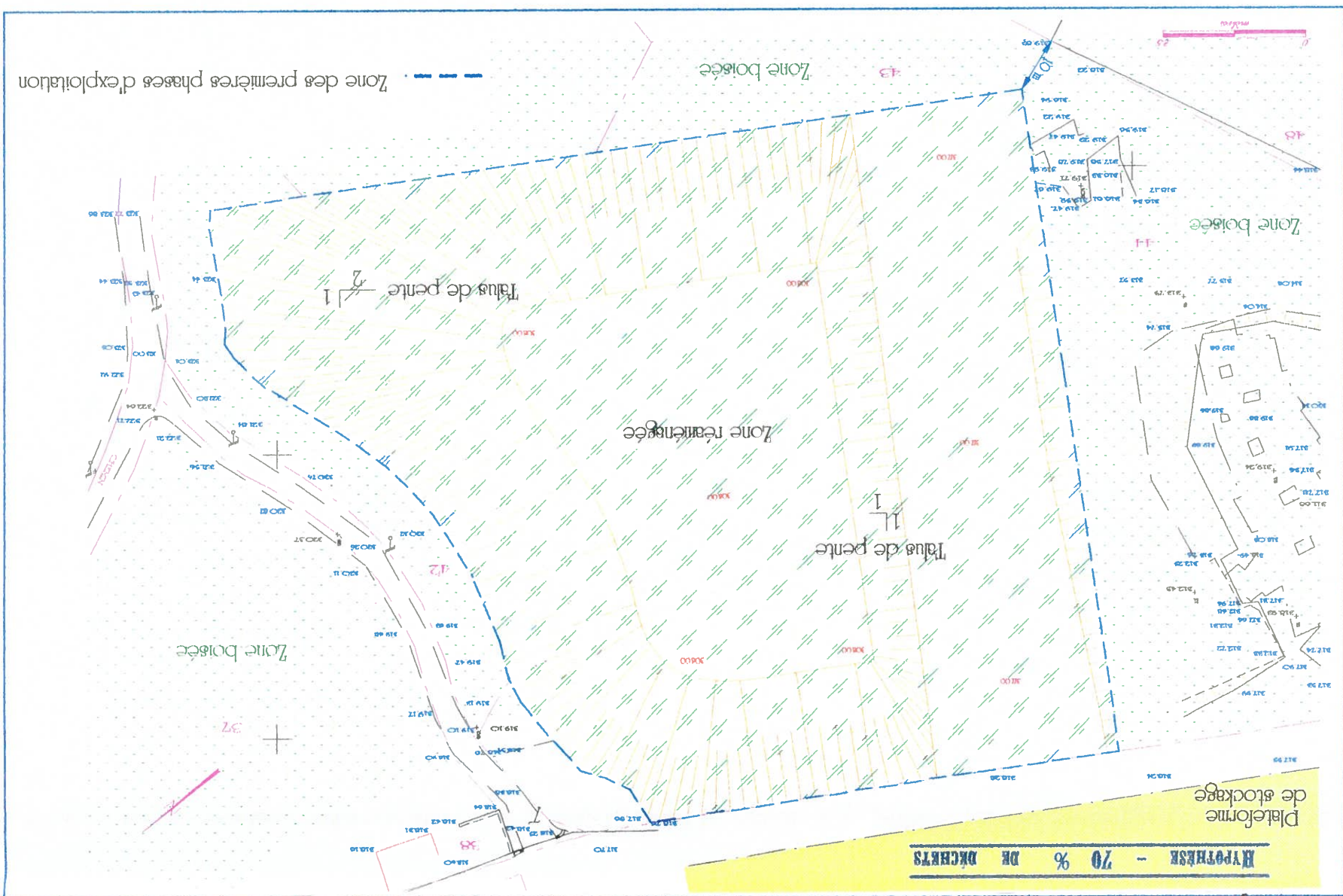
N° ref : C03R04D

PUN N°4



ÉTAT À 20 ANS DE LA CARRIÈRE

N° NF : C03R05D



Échelle : 1/1000

REAMÉNAGEMENT FINAL